

## 8.

### La jeunesse, ressource rare du futur ?

*Dans le monde développé, la « génération dorée » achève sa période d'activité. Elle a connu le plein emploi et la montée des prix d'actifs, des trajectoires de revenu et de patrimoine très favorables. À l'inverse, la jeune génération connaît un environnement marqué par des difficultés majeures d'insertion. Les chiffres alarmants – échec scolaire, chômage, défiance envers les institutions – ne sont-ils pas la preuve que nos sociétés n'investissent pas assez dans la jeunesse ? Comment transmettre les ressources et l'expérience des seniors ? Comment concilier désir d'innovation des jeunes et recherche de placements sécurisés des épargnants âgés ? L'atonie démographique des pays occidentaux, dont les populations actives déclinent, les contraint-elle à revoir leur politique migratoire ? Qu'en est-il des pays émergents qui constatent aussi ce vieillissement ? L'Afrique, de par sa population jeune et croissante sera-t-elle le berceau de l'humanité et donc le seul foyer d'innovation ? Cette session s'interrogera sur les systèmes de décision, la fiscalité et les politiques appropriées pour donner place à la jeunesse.*

#### Introduction du Cercle des économistes

Jean-Michel Charpin

#### Contributions

Steve Clemons • Mercedes Erra • Hervé Le Bras • André Masson • Shekhar Shah  
Lionel Zinsou

#### Modération

Patrick Lelong

## La sympathie et l'affection ne suffisent pas

Jean-Michel Charpin

Une génération achève sa période de travail. Qualifiée par certains auteurs de « génération dorée », elle a bénéficié du plein emploi et de la montée des prix d'actifs, en plus de la sécurité et de progrès importants des conditions de vie, notamment en matière de santé. Approximativement née entre 1930 et 1955, elle a connu en moyenne des trajectoires de revenu et de patrimoine très favorables, non seulement par rapport aux générations qui l'ont précédée, mais aussi par rapport à celles qui la suivent. Aujourd'hui dans l'âge de la retraite, elle reste active et vit dans des conditions financières le plus souvent confortables.

La génération aujourd'hui au travail doit financer les charges liées, d'une part, aux pensions de la génération plus âgée, d'autre part, aux frais des longues scolarités des jeunes. Sur elle pèse donc une fiscalité élevée, d'autant plus pénalisante qu'elle a hérité de dettes publiques massives qui ont été financées par des titres détenus principalement par la génération âgée. Dans les pays européens, ses effectifs vont rester stables. Seuls de forts gains de productivité, perspective aléatoire, ou l'immigration pourraient permettre une croissance économique significative, condition de nouveaux progrès sociaux.

### ■ Une jeune génération sacrifiée ?

La jeune génération connaît une situation encore plus difficile. Cependant, elle est souvent décrite de manière excessivement dramatisée : en effet, elle bénéficie de larges possibilités de formation, connaît une mobilité internationale élevée, sa grande majorité, environ les deux tiers, entre dans l'emploi très rapidement après la fin de ses études, trouve au bout de quelques années un emploi stable, et déclare être optimiste sur son devenir personnel. Mais le sort de sa partie la moins formée ne cesse de se dégrader. Suivant les pays, il consiste en emplois précaires et mal rémunérés ou en longues périodes de chômage, ne permettant pas une vie sociale épanouie. Bien que ne concernant qu'une minorité, cette situation imprègne la mentalité de toute la génération. Environ la moitié des

jeunes pensent que leur vie sera moins satisfaisante que celle de leurs parents, et forment de nouveau ce pronostic pour leurs propres enfants.

À moyen terme, c'est la génération intermédiaire, approximativement née entre 1955 et 1985, qui va porter la prospérité collective, assurer le renouvellement démographique, créer les conditions de la croissance future, inventer l'avenir. Il y a deux catégories de conditions au succès de ses entreprises. La première est d'éviter qu'elle soit écrasée par une fiscalité pénalisante et démobilisatrice. Cela suppose que les dépenses collectives, notamment celles qui bénéficient aux autres générations, ne continuent pas sur une pente ascendante. C'est la condition pour que soient dégagées les marges qui autoriseront les investissements nécessaires aux gains de productivité. La seconde est que la génération âgée favorise la prise de relais, permette la transmission des savoir-faire, de l'expérience, des investissements et des financements et accepte la prise de responsabilité de la génération active. L'avenir de la jeunesse, quant à lui, dépend fortement de la formation et des conditions d'insertion dans l'emploi. Ce sont des sujets sérieux qui nécessitent des institutions adaptées, un effort d'investissement et des politiques déterminées. La rhétorique compassionnelle est sympathique, elle n'est pas nuisible, mais à condition d'être accompagnée par des initiatives effectives.

En matière de formation, l'investissement devrait être important : il faudrait à la fois continuer à garantir l'accès de tous à des possibilités de formation valorisantes, réduire fortement l'échec scolaire et les sorties du système éducatif sans qualification et rendre les formations les plus avancées toujours plus proches de l'excellence. C'est pourquoi il est vain d'espérer que de quelconques marges financières puissent être dégagées sur les dépenses d'éducation. Si l'on veut poursuivre les trois objectifs simultanément, il faudra bien trouver les ressources correspondantes, ce qui nécessitera en France un changement important du modèle économique de l'enseignement supérieur.

L'insertion dans l'emploi, même si elle se passe mieux qu'on ne le dit souvent pour la majorité des jeunes, devient de plus en plus problématique pour la partie la moins qualifiée. Les marges de baisse du coût du travail par la baisse des cotisations sociales sur les bas salaires sont maintenant épuisées en France. Reste la question du salaire minimum que la société française a bien du mal à aborder. Politiquement, les deux tentatives précédentes, le SMIC jeunes (1994) et le contrat première embauche (2006), ont tourné à la déroute pour les gouvernements qui les avaient proposées. Les commissions de concertation de toute nature n'ont guère avancé sur ce sujet tant les points de vue étaient divergents. Seul le groupe d'experts sur le SMIC a réussi à clarifier le débat sur le rôle du SMIC en matière d'emploi et d'inégalités, tant sous la présidence de Paul Champsaur que sous celle de François Bourguignon. C'est probablement dans cette voie qu'il faut continuer. Les travaux des économistes doivent être mobilisés pour que la société française accepte d'aborder rationnellement ce sujet compliqué mais décisif.

## Un pacte pour la jeunesse

**André Masson**

École d'Économie de Paris

Je vais vous proposer un pacte pour la jeunesse en précisant qu'il doit lier et mobiliser toutes les générations. Je vais m'intéresser aux discours qui sont faits sur ces politiques en faveur de la jeunesse, au financement desquelles on ne pense pas toujours. Je vais donc m'intéresser aux transferts sociaux entre générations. Avant même d'élaborer le contenu de ces politiques pour la jeunesse, il faut avoir la capacité de les financer. Quelle est la norme de bon équilibre de ces transferts entre générations, sachant que nous sommes sous contrainte de la soutenabilité ou de la pérennité financière de notre État providence? Concernant cette norme de bon équilibre de ces transferts, Jean-Michel Charpin nous a dit qu'un grand nombre de voix s'inquiètent du déséquilibre croissant entre les revenus et les patrimoines des plus âgés et des plus jeunes, ces jeunes des générations 15-29 ans ou 18-32 ans qu'on qualifie dans la littérature anglo-saxonne de *jinxed generation*, littéralement de génération «poissarde»<sup>1</sup>.

### ► L'enjeu financier

En raison du vieillissement démographique et d'une croissance ralentie, vous avez une règle non écrite qui voudrait que les transferts sociaux vers les plus de 60 ans –retraite, santé, dépendance– constituent chaque année un pourcentage du produit intérieur brut qui correspond à leur poids démographique dans la population. Ainsi, en 1950, ils représentaient 6 à 7% de la population et touchaient 6 à 7% du PIB. Ils représentent aujourd'hui un peu plus de 20% de la population, et touchent un peu plus de 20% du

1. Au sens de «qui a la poisse».

PIB. En 2050, et c'est là que réside tout le problème, ils vont représenter un tiers de la population à cause du vieillissement, et ils devraient normalement toucher un tiers du PIB si, par exemple, ils ne se mettent pas à travailler plus longtemps, d'où la difficulté.

Derrière tout cela, on trouve le problème des priorités de l'État providence selon l'âge. Est-ce que vous préférez investir sur les plus jeunes ou sur les plus âgés? Je dis tout de suite que la réponse à cette question est forcément idéologique dans la mesure où elle dépend de la vision ou de la conception du monde social à laquelle on adhère, des *a priori* métaphysiques qui guident ces choix. Concernant ces choix, les faits, rien que les faits ne permettent pas de trancher en faveur d'une position ou d'une autre, ni d'obtenir l'adhésion d'autrui.

Je ne vous détaillerai pas les différentes possibilités idéologiques qui existent sur le financement des politiques de la jeunesse. Mais je vous dirai celle que j'utilise ici, que j'appelle «multi-solidaire». Dans ce cadre, une politique en faveur de la jeunesse doit associer État et famille, et devrait mobiliser l'ensemble des générations au sein d'un pacte socio-générationnel rénové où il y aurait vraiment solidarité des générations. C'est-à-dire que chaque génération, solidaire des autres, aurait la conviction d'œuvrer pour le bien commun en même temps que pour son intérêt bien compris à long terme. C'est donc une coopération imposée, mais en espérance mutuellement avantageuse.

#### ► Et les 30-55 ans?

Ce que je vais développer maintenant sur le discours des baby-boomers, est un peu un exercice d'auto flagellation, puisque j'en fais partie! Lorsqu'ils évoquent une politique pour la jeunesse, ces baby-boomers laissent souvent de côté un certain nombre de générations qui sont les générations du post-baby-boom, qui ont maintenant entre 30 et 55 ans. Quelque part, ces dernières n'apparaissent pas, alors que ce sont pourtant elles qui vont devoir nous financer.

Je ne reprendrai pas la distinction faite par Jean-Michel Charpin entre les générations dorées et les générations plombées. Rappelez-vous. La génération dorée, c'est la génération de ceux qui sont nés avant 1955. Elle a eu 20 ans bien avant la crise des années 80. Donc bon salaire et peu de cotisations sociales, puisque les retraités à financer étaient peu nombreux. Des retraites élevées. Acquisition facile du logement. Plus-values immobilières des années 2000. Malgré tout, elle laisse une dette publique et une dette sociale élevées, liées aux engagements de l'État providence.

La génération plombée, née après 1965, est celle qui a eu 20 ans au début des années 80, ou beaucoup plus tard. Elle a subi la crise. Et pour elle, c'est tout le contraire: un salaire plus irrégulier, des cotisations sociales élevées pour des retraités florissants et nombreux. Des retraites prévues peut-être plus

modestes du fait de carrières éventuellement chahutées. Un accès au logement plus difficile. Et elle devra rembourser les dettes publiques et sociales.

► **Les quatre P et les autres**

Je vais aller un peu plus loin dans le découpage intergénérationnel. Dans les générations dorées nées avant 1955, vous avez «les vieux», les pré-baby-boomers qui ont 75 ans et plus. Vous avez les baby-boomers *stricto sensu*, au sens socio-économique ou politico-culturel et non démographique, le baby-boom a en effet duré plus longtemps. Ils ont en gros 60 à 74 ans. L'historien Sirinelli<sup>2</sup> les a caractérisés par les 4P : la paix, puisque la guerre froide et la guerre coloniale s'arrêtent en 1962, la prospérité des 30 glorieuses, le plein-emploi, même si on travaille de moins en moins par semaine, et enfin la croyance dans le progrès.

Vous avez ensuite les générations du post baby-boom qui sont âgées de 30 à 55 ans, dont Jean-Michel Charpin vous a parlé. Elles sont au cœur du marché du travail français. Ce sont elles qui travaillent, avec des enfants à charge, des problèmes de carrière, de conciliation de la vie familiale et professionnelle, et d'accession à la propriété avec des emprunts de longue durée.

Vous avez ensuite les générations jeunes, que je date de 18 à 30 ans, comme cela a été fait dans certains sondages par les sociologues Camille Peugny et Cécile Van de Velde<sup>3</sup>. D'une série considérable de sondages, ces dernières concluent que ces générations se qualifient elles-mêmes de générations «perdues». Elles ont le sentiment que la société française ne leur donne pas les moyens de montrer ce dont elles sont capables. Elles voient dans les familles une valeur refuge, mais rendent en partie responsables les générations précédentes –notamment du baby-boom, même si ce sont leurs parents– de leurs difficultés présentes et à venir. Elles ont du mal à s'installer et elles ont des dettes à rembourser.

Ce qui est important, c'est qu'entre ces générations entrées sur le marché du travail dans ces conditions difficiles après 1980, donc les générations plombées, il y a une mobilité sociale inter-générationnelle faible. En d'autres termes, la condition sociale du père âgé de 20 ans en 1980 conditionne fortement la condition sociale du fils âgé de 20 ans en 2010. C'est donc une société un peu bloquée.

Maintenant, je reviens au discours des baby-boomers. Pour sauver le pays, il faut mettre le paquet sur l'éducation et les politiques d'insertion de la jeunesse. Car ces baby-boomers sont sérieux : il faut quand même contenir la dette publique, et plus encore la dette sociale implicite de l'État

---

2. Jean-François Sirinelli, historien français né en 1949, spécialiste de l'Histoire politique et culturelle de la France au XX<sup>e</sup> siècle. Lire en particulier, *Les Baby-boomers. Une génération* (1945-1969), Hachette Littérature, 2003, 2007.

3. «Repenser les inégalités entre générations», in *Revue de sociologie*, vol. 54, n°4.

providence pour ne pas hypothéquer le sort des générations futures et des générations encore jeunes enfants. Tout cela va encore. D'un seul coup, ils parlent aussi du risque de dépendance, de l'autonomie des personnes âgées et de ses problèmes de financement, qui sont pourtant bien moindres que d'autres problèmes. Du coup, ils se rallient aux générations âgées en même temps qu'ils préparent leurs propres enfants à l'avenir.

Ces générations du baby-boom, donc nées avant 1955, seront toutes en retraite dans trois ou quatre ans. Leur seul problème est donc le maintien du pouvoir d'achat des pensions avec l'idée que pour les générations suivantes, il y aura peut-être un autre système de retraite qui sera plus dur. Il faudra travailler plus longtemps, ou davantage. Ce n'est cependant pas leur premier souci et il n'est pas question de ne pas leur servir ce qui a été promis! Bien sûr, ils ont fait des efforts. Depuis la réforme de 1993, le poids des pensions s'élèverait à 20% du PIB plutôt qu'à 14% si rien n'avait été fait. Mais pour le moment, les baby-boomers sont passés ou presque de l'autre côté du portillon. Ils veulent être servis.

Vous voyez donc que ces baby-boomers sont gentils. Ils s'occupent de leur propre sort, mais aussi du sort de leurs aînés et des jeunes adultes. Ils se soucient encore de l'avenir des jeunes enfants des générations futures, mais ils «oublient» les générations du post-baby-boom âgées de 30 à 55 ans. Ces générations qui vont devoir financer sont «interdites» au sens lacanien, elles n'interviennent nulle part dans le discours, mais seulement entre ses lignes. Ce sont celles qui sont au centre de la création des richesses, mais on ne dit rien sur elles. Les baby-boomers n'aiment pas parler de ces générations qui les suivent. Cela les énerve. Donc «travaille, éduque, finance, et tais-toi». C'est le programme implicite qu'elles ont pour elles.

#### ► **Des comptes vont être demandés aux baby-boomers**

Ce discours qui exclut les générations de 30 à 55 ans est dangereux, et il vaudrait mieux pour leur intérêt bien compris que les baby-boomers intègrent leurs enfants dans leur discours.

–Ainsi, il faut bien prévoir le financement de la dépendance, donc de l'autonomie à âge élevé. Certes, mais pourquoi ne pas y associer les baby-boomers qui sont encore jeunes pour un risque qui les concernera dans 15 ou 20 ans?

–Mobiliser les ressources et les initiatives pour les jeunes déshérités: d'accord, mais pourquoi ne pas indexer les retraites, au-delà d'un certain seuil, relativement élevé, sur un indicateur à définir de la réussite des jeunes non qualifiés? De cette façon, les vieux riches se soucieraient des jeunes pauvres et seraient intéressés par leur sort.

–Préserver les retraites: bien sûr, mais il ne faut pas que l'envolée de la masse des pensions versées réduise les dépenses d'éducation à une simple

### *8. La jeunesse, ressource rare du futur?*

variable d'ajustement. Les deux postes publics de l'éducation et des retraites doivent en effet être menés de front, décidés ensemble.

– Ne pas confisquer le patrimoine des retraités: bien sûr, mais il faudrait quand même inciter les baby-boomers à donner plus tôt à leurs enfants et petits-enfants, à liquéfier leur patrimoine et à (le) consommer au lieu de risquer de devenir les plus riches du cimetière.

Il faudrait enfin que les baby-boomers comprennent qu'il faut intégrer les projets d'avenir, les désirs et les besoins des post baby-boomers âgés aujourd'hui de 30 à 55 ans, l'idée étant bien sûr que les politiques pour la jeunesse restent primordiales. Mais les baby-boomers doivent aussi «trinquer», ou tout du moins participer avec joie.



## A Youth Distribution Problem

**Steve Clemons**

*The Atlantic*  
*The National Journal*

In my view there is not a youth scarcity problem in the world but a youth distribution problem. When you look at the two sides of the world, there is a very old part and a very young part, and both are growing, moving and evolving in very different ways. The consistent thing is that youth is sacrificed in both cases.

### ► Some data

Firstly, I use the UN data for youth, which is age 15-24 rather than 30, so my data may be a little different. There are about 1.2 billion youth in that age bracket, and about 80 million of them are unemployed today, on average 12.6%, but when you look at where rates of youth unemployment are drastically high, it is 48% in South Africa, 47% in the West Bank (Cisjordan), 42% in Namibia, 38% in Spain, 31% in Tunisia, and 29% in Saudi Arabia. These are nations that have what we call the youth bulge –they are very young and there is lots of unemployment. This has to be kept in mind as one part of the equation.

The other part of the equation is that nations like China, India and others are ageing more rapidly than ever before. The median age in the world in 1950 was 29; by 2000 it had risen to 37, and by 2050 it will be 45, so the world overall is getting older, but it is not distributed evenly. There is a fascinating statistic about Japan; after the war, there were 9.3 people under 20 for every person over 65, whereas by 2025 there will be 0.59 people, six-tenths of a person for every person over 65. Therefore, there is radical transformation in Japan, which is also happening in other parts of the world.

► **How is the world dealing with this, particularly from a youth employment and youth scarcity perspective?**

What I see happening in the developed world, in the EU and very dramatically in the US, is automation, robotics, the creation of new mechanisms to deal with this. We have seen labor displaced technology before, but today technology is rapidly displacing people, so the kind of discussion we are having is almost anachronistic, almost behind the times, because as you look forward, at studies whether from McKinsey, Deloitte or by the OCED which look at the application of technology in societies, most of the economic growth and gains created by most of them put a big question mark over what will happen to labor. Most of those who are involved and have spoken about it in the past, Laura Tyson, Christine Lagarde and others, worry that the very fast revolution in automation in societies is basically displacing professions that were not previously displaced.

That is how the developed world is taking care of its youth problem and its youth dependence. What is happening in the developing world? There is not enough investment, not enough jobs, and automation is not taking place in those areas. For instance, in certain parts of Africa youth is getting younger, not older, these places are not ageing; the two worlds are evolving on very different paths. There is a displacement problem, where we have to begin thinking out of the box about how to secure investment in business and job opportunities in these very young countries, or moving a significant portion of that youth to places where there will be jobs in the developed world, because it is not likely that those population dynamics will quickly shift the other way.

Most of these countries have an option, either to be much smarter in immigration policies, or in creating some form of protection and affirmative action plans for youth so they can come into the labor market. We see significant numbers of youth trying to enter the job market in the US, but for lots of reasons, the absence of economic demand and others, there is not enough room for them. What we are also seeing, at the same time, is a profound technological revolution, where sensors, big data, applications, automation are coming in and displacing labor at rates we have not seen before. While that may not be happening in places like Namibia, it is facing a problem of how to catch up. My view is that it will not. Therefore, that is the real challenge, not the transfer payment issue, but the issue that the future is with us and will not be kind to youth, either in the developing world or the developed world.

## Comment être afro-optimiste

**Lionel Zinsou**

PAI Partners

Avec 500 millions d'habitants en dessous de 25 ans, ce n'est pas le mot rareté qui viendrait à l'esprit pour l'Afrique. Avec la perspective que ces 500 millions d'habitants soient 1 milliard, quand ma fille aura mon âge. Nous avons donc plutôt une impression de surabondance que de rareté. Cela nourrit d'ailleurs une grande partie du dynamisme de croissance de l'Afrique. Au fond, si nous sommes devant un cas de dividende démographique, c'est probablement en Afrique subsaharienne.

Steve Clemons citait l'exemple de l'Afrique du Sud, de la Tunisie, de l'Arabie Saoudite, tous pays très jeunes avec un taux de chômage très fort. L'Afrique subsaharienne n'est pas dans cette catégorie de pays à *middle income*, de pays à fort taux de chômage. En Afrique subsaharienne, à l'exclusion de l'Afrique du Sud, il y a une population très jeune, encore plus jeune, et un taux de chômage très faible, parce qu'au fond, on ne peut pas se payer le luxe d'être sans emploi, parce qu'on ne survit pas sans emploi. Il y a en revanche un taux de sous-emploi très fort pour une population très jeune qui reste majoritairement rurale et dont l'activité relève pour l'essentiel du secteur informel. Nous n'avons donc pas de chômage, mais nous avons le sous-emploi. Nous ne sommes pas tout à fait dans la situation de la Tunisie, qui est à l'évidence l'un des pays les plus avancés, ni de l'Afrique du Sud. Nous sommes donc dans quelque chose d'assez spécifique.

Dividende démographique fort, et situation unique d'un point de vue international puisque l'Afrique, dans 25 ans, pèsera sans doute autour de 20 à 22 % de la population du monde, mais pèsera plutôt autour de 25 % de la population d'âge actif du monde. Les jeunes d'aujourd'hui vont donc devenir de jeunes actifs, et en fait le premier bassin de main-d'œuvre d'âge

actif au monde. Très fréquemment, on fait une corrélation entre ces bassins de population de jeunes actifs et l'endroit où se localise l'atelier du monde, là où au fond on manufacture pour le monde. Durant les 20 dernières années, la Chine a rassemblé ses 20 % de la population mondiale d'âge actif qui ont ce rôle si important pour produire les biens et les services dont le monde a besoin.

► **Une version enchantée de la jeunesse africaine**

Il y a donc une version qui est une version assez enchantée de la jeunesse africaine. Si on veut rajouter un petit élément d'enchantement, on est dans l'inverse de ce qui a été décrit tout à l'heure pour le Japon. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, il y a très peu de personnes âgées en Afrique, mais il y a un équilibre de 1 entre les actifs et les inactifs. Et d'ici 25 à 30 ans, on sera plutôt à un équilibre de 1,8 actif pour une personne en âge d'être inactive, notamment du fait de l'allongement de l'espérance de vie et de la démographie forte. Nous allons ainsi passer de la faculté de financer les jeunes et les vieux en Afrique, sur les ressources, d'un actif à 1,8 actif. Nous allons donc être un des seuls continents où la protection sociale – l'éducation, les dépenses de santé publique au bénéfice des jeunes, la prise en charge de la dépendance – sera mécaniquement assurée par le fait qu'il y aura les ressources des actifs au bénéfice des inactifs.

Ce sont les visions très afro-optimistes mais dont il faut rendre compte puisqu'à peu près tous les sondages mondiaux sur le moral des consommateurs, le moral des populations, montrent que l'Afrique est le continent le plus optimiste sur le progrès. Il y a une base de données très intéressante : celle de Nielsen, qui consulte et interroge les consommateurs du monde entier – 200 pays – de façon permanente. L'Asie la plus pauvre est très proche derrière l'Afrique. C'est invariablement en Afrique qu'on trouve le plus haut degré d'optimisme. Il faut ajouter à la jeunesse du continent une jeunesse d'appoint fondamentale, celle de la diaspora. Le retour des jeunes formés, donc des jeunes actifs, vers le continent compte. Dans un pays comme le mien, le Bénin, la diaspora représente 4 millions d'habitants pour 10 millions de résidents sur le territoire national. L'Afrique subsaharienne, contrairement à ce que croient les Français, n'émigre pas vers l'Europe, elle émigre vers l'Afrique. Cette diaspora ne revient pas d'Aix-en-Provence. Elle revient du Nigéria, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, de l'Afrique du Sud et très marginalement d'Europe, des États-Unis et de Chine. C'est un nouveau réservoir très important. Cela crée cette impression d'activité vibrante d'une Afrique qui a non seulement les jeunes actifs, mais également les technologies de demain sans avoir le souci que vous décriviez de déplacer les emplois de modèles économiques obsolètes, vers les emplois technologiques d'aujourd'hui puisque nous n'avions pas de modèle économique. Nous

avons l'immense avantage de ne pas avoir de téléphone filaire et nous sommes en train de devenir les premiers au monde pour les usages du téléphone mobile; l'immense avantage de faire la comptabilité des petites boutiques du secteur informel à partir du mobile –réassort, comptabilité, établissement des factures, etc.– en stockant toutes les données sur le *cloud computing*. Cela ne déplace de toute façon aucun emploi, puisqu'on n'avait pas de comptabilité. Nous avons donc cet avantage extraordinaire de partir d'une page vierge dans un grand nombre de domaines. C'est ce qui explique cette impression d'éclosion de créativité dans tous les domaines –économique, artistique, et autres– de l'Afrique.

Cela si on veut être afro-optimiste. C'est très largement vrai, mais cela laisse de côté un petit problème. Il y a parmi les jeunes Africains de plus en plus d'Africains pauvres, qui naissent pauvres, et qui vivront plus mal que leurs parents dont on pouvait pourtant penser qu'ils ne pouvaient pas vivre plus mal. La pauvreté touche sélectivement les jeunes car la difficulté d'accès à l'emploi est de plus en plus grande.

► **Des investissements sans emplois**

Il nous arrive quelque chose qui est que nous sommes obligés pour l'investissement, de faire des investissements d'infrastructures sans contenu en emplois. Nous sommes obligés de faire des investissements dans l'agriculture, l'activité la plus intensive en capital, sans contenu en emplois. Nous ne savons pas créer de l'emploi. Nous sommes dans la situation où ce que l'Afrique doit produire si elle veut avoir de l'électricité, des ports, des routes et des infrastructures sociales, se pense aujourd'hui sans contenu d'emplois. Tout le travail de la génération comme la mienne, celle des baby-boomers cyniques est de savoir comment faire en sorte –malgré les conditions de l'investissement, à la phase où nous sommes, en libérant très rapidement des éléments de compétitivité pour créer des emplois industriels– que ce milliard d'habitants se sente un destin et ne soit pas dans 25 ans à l'origine de la plus violente, de la plus brutale des révolutions et des remises en cause de l'ordre établi qu'on ait jamais vu dans l'histoire.

## India: a Million Jobs a Month Needed

**Shekhar Shah**

National Council of Applied Economic Research, India

I will talk about countries with very young and very large populations, and the kind of distribution of youth Steve Clemons talked about. I will give you a sense of the challenge that a young country, not in terms of its history but its population, faces, and why it is terribly important for those countries, including my own, India, to think about the young.

The one thing about ageing is that it is inevitable, and even young populations will age. India has a population of 1.2 billion people, a very large percentage of which is very young. India today needs a million new jobs every month in order to employ its youth productively. India will have about 220 million more youth in the age range 18-24 by 2025, roughly ten years from now, so the challenge a country like India faces is phenomenal, and how it meets that challenge will be a particularly important determinant of the fate of a large percentage of humanity.

### ► How to take advantage of the demographic dividend

China, India's neighbour to the east, has done a remarkable job of taking advantage of this very young population. Many of you may know that we have a new government in New Delhi with a majority no other government has had in the last 30 years, and this government has come to power on the promise of opportunity, particularly for its young, so the expectations of the young in India are extremely high, and it will be a challenge to meet them. If enough productive jobs are created for this big percentage of the population who are very young, we will have the ability to save enough and accumulate enough wealth to be able to pay when this young population becomes much older and needs additional care, as indeed the ageing populations of Europe and the US require today.

Whether a country like India is able to exploit this demographic dividend will be a major question facing not just India, but humanity in some larger sense. The result of not being able to take advantage of this demographic dividend is a demographic disaster, one where this bulge in the population has not been in productive jobs, particularly women, because female participation rates in many developing countries are far below the participation rates for men, so fewer women than men are in the labour force, and they need to be there if they are to be productive. Therefore, if these people are not productively employed, if they are not saving enough and not accumulating wealth, the demographic dividend can indeed be a disaster.

► **Six challenges for India**

I will just take a few minutes more to talk about the six challenges a country like India faces when it is trying to create jobs for its youth.

The first and most important is the type of firms, enterprises and companies India will need: companies that are competitive globally, that are productive, that are using new technology, that can go to scale, and that can tap into the creative energy of its youth, the kind of leapfrogging that Steve Clemons referred to; this will all be very important for the kinds of firms a country like India will need.

Second, the kind of workers that India will need, how they are educated and what their skills are, whether they are problem solvers or simply learners by rote, how the knowledge they have acquired can be deployed in flexible and adaptive ways, and that will be a very important part of the challenge.

The third is the availability infrastructure and its innovative financing will foster the manufacturing growth that will happen in these countries, because manufacturing is the only sector that can generate productive jobs in large numbers, whereas services tend to produce a very large percentage of non-productive jobs along with a much smaller proportion of very high-productivity jobs. Those are the first three major challenges a country like India will face, and they all relate to how rapid, competitive manufacturing growth will create the semi-skilled and skilled jobs needed for India's youth.

Fourth, there is also a country's energy future, its environmental future, and for that reason, the policies on the environment, agriculture and energy will be very important.

Fifth, it will be very important for countries like India to manage their trade, investment and labour migration relationships with the rest of the world; as Steve Clemons said, there will be a redistribution of labour throughout the world, and how the youth of these countries move to parts of the world where there are productive jobs and saving opportunities will

*8. La jeunesse, ressource rare du futur?*

be a huge determinant of their welfare and wellbeing. It will also be a huge determinant of the welfare and wellbeing of the receiving countries. For that reason, if FDI into a country like India can create world-class productive jobs for its young, then the young will not seek to leave for other shores.

Finally, there is the investment and the social climate in countries such as India, deeply dependent on how the government's policies influence all five of the challenges I outlined above. How government will rise to the challenge and guide their economies on a possible path of prosperity will hugely determine the life that the young of these countries will enjoy.



## Les paradoxes du chômage et de l'immigration

**Mercedes Erra**

BETC

Le rapport entre emploi et immigration est un sujet difficile. Je voudrais citer un chiffre, les chiffres sont comme les faits, à ceci près qu'ils mentent moins!

Le taux moyen de fécondité des femmes en Europe est de 1,52 alors que le renouvellement de la population n'est assuré qu'à partir de 2,1. Le bureau allemand des statistiques estime par exemple, en se basant sur le taux de natalité du pays, que d'ici à 2060, la population tombera à 65 millions, contre 82 millions aujourd'hui. Pour compenser cette perte nette de population, il faudrait à peu près un million d'immigrants en plus chaque année pendant un demi-siècle. Dans ce contexte, on comprend que l'apport de l'immigration dans nos pays européens vieillissants –et plutôt protecteurs– est un enjeu clé en termes de survie dans cette économie mondialisée où de nouveaux géants mèneront le jeu avec moins de contraintes que nous. Nous avons besoin de cette migration.

En France où très souvent on met certains désordres sur le dos de l'immigration, cette migration n'est en réalité pas très forte: le solde des étrangers en France est aujourd'hui à +70 000. Ça ne suffit pour combler une réelle pénurie en main-d'œuvre dans des secteurs comme la restauration, le BTP, ou encore l'artisanat, les métiers du commerce, les emplois peu qualifiés dans les services, les services à la personne. Certains diront que les Français n'ont qu'à s'y mettre, mais il est très compliqué de revenir en arrière. Dans tous les pays, il y a des gens qui sont heureux de faire ces travaux parce que chez eux, ils n'en ont pas, alors qu'on a du mal à expliquer aux gens dont le niveau d'études a été décrit que c'est formidable pour eux.

À l'autre bout de la chaîne, on a besoin d'emplois très qualifiés dans des secteurs de pointe qui utilisent des spécialistes tels que nous n'en trouvons pas nécessairement dans notre pays. C'est par exemple le cas de Critéo, qui a besoin aujourd'hui d'une quantité d'ingénieurs ultra spécialisés qui excèdent les capacités hexagonales et ils ont un mal fou à les faire venir en France.

Ce besoin d'immigration est donc un point capital qui achoppe bien évidemment sur l'incompréhension de l'opinion publique. Le pourcentage des moins de 25 ans au chômage en Europe est de 23,5%, contre 24,2% en France. Cette réalité insupportable pour les jeunes, d'une part, et la nécessité de l'immigration, d'autre part, n'est pas le moindre des paradoxes, et on peut comprendre qu'il laisse perplexe. Il ne cesse d'ailleurs de faire le jeu d'un nombre croissant de politiques qui l'exploitent sans scrupules. Ils réclament à cor et à cri plus de fermeture et n'hésitent pas à stigmatiser les personnes issues de l'immigration avec un certain succès en France, et parfois ailleurs en Europe.

Et pourtant, pour croître, pour défendre sa place, pour renouer avec la croissance, pour améliorer le niveau de tous, nous avons besoin de l'immigration. Il faut assumer cette vérité et dire avec force que fermer les frontières ne résoudra pas les problèmes structurels de notre économie, en particulier de l'économie française. L'immigration n'est pas responsable de la fragilité de notre industrie, du manque de compétitivité, du peu d'entreprises intermédiaires sur notre territoire, ou de l'absence de fluidité sur le marché de travail. Le proclamer demande de la pédagogie et du courage. Une compréhension plus claire et plus fine de ces enjeux qui ne sont contradictoires qu'en apparence est cruciale pour éviter que les haines ne se propagent.

► **S'ouvrir au monde n'est pas qu'une problématique d'immigration**

Ce n'est pas qu'une problématique d'emplois, qualifiés ou non, à pourvoir. C'est le pouvoir d'ouvrir une nouvelle culture et de rayonner fort. Aucun pays n'a été fort sans rayonner. Depuis quelques décennies, l'Europe a adopté et mis en œuvre une très belle idée. Elle a permis à une génération de jeunes Européens de vivre le grand tour que le Siècle des lumières avait inventé. Quand vous en parlez à des jeunes, cela leur fait encore briller les yeux. Cette ouverture, cette motivation qui permet à un moment donné aux gens de se mêler est une force. En tout cas, dans le cadre d'une entreprise. Comment comprendre qu'un pays ne considère pas ça comme une force?

La mobilité des jeunes génère des expériences qui permettent d'ouvrir la couverture d'un pays, de l'enrichir, de la métisser. La diversité naît de la

mobilité et des flux, et construit une nouvelle culture. Ce qui est vrai pour l'individu sera vrai pour un pays. Quand la France accueille et forme des jeunes venus d'ailleurs, ce sont ses valeurs qu'elle véhicule, et ses exemples de réussite qu'elle fait rayonner. Elle crée aussi un amour et un attachement qui, inscrits dans les années de jeunesse, ne se délitent pas si facilement et seront très utiles quand viendra le temps de la négociation des contrats.

Heureusement, la France est encore le quatrième pays au monde en termes d'accueil des étudiants étrangers. La question est de savoir jusqu'à quand. Il ne faut surtout pas lâcher, ni se fermer à la jeunesse des pays dynamiques qui ont une image positive de la France. Nous venons de faire une étude, et je peux vous dire que dans le monde, et en particulier dans les pays émergents que sont la Chine, l'Inde, le Brésil ou encore le Mexique et la Turquie, notre cote d'amour est persistante. Ne la gâchons pas.

Enfin, je crois qu'il faut être lucide et éviter toute naïveté au sujet de l'immigration. Le problème n'est pas l'immigration en tant que telle. Le problème de demain est de savoir comment nous intégrons les nouveaux entrants. Quand nous avons aussi peu d'immigrés qui rentrent à la frontière, posons-nous les vraies questions et réfléchissons à la manière d'en faire des citoyens à part entière?

► **Mise en garde**

La progression de l'idée de fermeture en appelle à notre vigilance. Les civilisations qui se replient sur une idée et un historique de leur identité finissent par mourir. Ouvrir et non fermer pour perdurer. Le combat pour l'idée d'ouverture converge avec celui de la place de notre pays, mais aussi de l'Europe, dans le monde. J'aime cette expression qui dit que c'est la porte ouverte qui garde la maison. Alors, laissons les portes ouvertes pour garder notre si belle maison. Il en va de notre salut économique, mais également du dynamisme de notre culture ainsi que de la défense d'une certaine idée de la France et d'une certaine idée de l'Europe.

## Les jeunes: une exception française ?

Hervé Le Bras

INED

En tant que démographe, je pense que définir la jeunesse par une classe d'âges, celle des 20-24 ans, ou des 18-24 ans, ou bien des 18-30 ans, est insuffisant et peut-être trompeur. Il faudrait une définition fonctionnelle et substantielle de la jeunesse. Dans un rapport que m'avait commandé le Sénat il y a quelques années sur la jeunesse dans le monde, j'avais réfléchi à ce point. René Monory, qui était président du Sénat, voulait renforcer son image internationale avec un sujet important et actuel. La présence de la jeunesse dans le monde lui permettrait, pensait-il, de sonner l'alerte: faible proportion de jeunes dans les pays développés, très forte dans les pays en développement, ce qui laissait craindre une invasion ou tout au moins une aggravation des rapports entre le nord et le sud

### ► Une autre définition de la jeunesse

Pour répondre à la commande de Monory, j'avais défini la jeunesse comme la période de la vie où l'on dispose de la compétence, mais non de la performance. Quelques exemples de cette situation: en matière de famille, on a la compétence après avoir passé l'âge de la puberté, mais non la performance car on n'a pas encore fondé de famille, ni engendré un premier enfant; en matière d'emploi, on a acquis la compétence avec une éducation, disons le socle primaire, mais non la performance car on ne dispose pas encore d'un emploi stable.

La jeunesse serait donc la période qui s'écoule entre la compétence et son exercice sous forme de performance. Je vais prendre l'exemple du Bangladesh par rapport à la France. Au Bangladesh, la puberté chez les filles est un peu tardive, 15 ans en moyenne, tandis que la première maternité est

à 19 ans. Comme dans de nombreux pays, l'âge de fin d'études primaires est à 12 ans. L'âge du premier emploi est à peu près 16 ans. Vous avez donc quatre années de jeunesse. Si vous prenez la France actuelle, la puberté est plus précoce, à peu près à 12 ans. L'âge de la première maternité se situe maintenant à 29 ans pour les femmes et 31 ans pour les hommes. L'écart est donc de 17 à 19 ans. Si vous prenez les études, c'est à 12 ans que l'on a terminé les études primaires, tandis que le premier emploi stable est obtenu vers 23 ans et demi. Cela fait donc 11,5 ans d'écart. Vous avez donc en France une jeunesse qui dure entre 11,5 et 19 ans beaucoup plus longue que les 4 ans de celle du Bangladesh. Les jeunes sont alors en plus forte proportion de la population en France qu'au Bangladesh. Autrement dit, l'idée que la jeunesse du sud très nombreuse, risque de nous envahir est fausse.

L'abondance des jeunes au sens de notre définition par la compétence et la performance est récente en France. Elle a été fabriquée dans la plupart des pays européens à partir de 1974. La première crise pétrolière a donné le signal du lancement de ce que les sociologues ont appelé l'allongement de la jeunesse. La France a réagi de façon particulièrement forte, parce, dès 1974, en réponse à la montée du chômage, les jeunes Français ont massivement misé sur les études. En France, comme vous le savez, les études sont effectuées en bloc, pour toute la vie. La formation dite permanente ou continue ne représente presque rien dans l'éducation bien qu'elle coûte 30 milliards d'euros chaque année, assez largement en pure perte.

Les résultats de la progression de l'éducation des jeunes Français ont été spectaculaires puisque de 20% de bacheliers par génération en 1975, on est passé à 75% aujourd'hui. Ainsi en 1982, 25% des ouvriers avaient un CAP ou un BEP, ou même un bac technique ou technologique. Aujourd'hui, ce sont 66% des ouvriers qui ont au moins le CAP et très souvent un bac. On peut illustrer ce que l'on peut appeler le *Sonderweg*<sup>4</sup> de la France, un chemin très particulier, par un chiffre sur l'activité de sa population. En 1975, 60% des 18-24 ans étaient actifs en France, en Allemagne et aux États-Unis, contre seulement 40% en Italie. 30 ans plus tard, et encore maintenant, il y a toujours 60% d'actifs parmi ces 18-24 ans en Allemagne et aux États-Unis. Il y a toujours 40% d'actifs en Italie, mais il n'y en a plus que 40% en France. Nous sommes le seul pays à avoir changé, en descendant de 60 à 40%. Cela vous une idée de l'impact de ce temps pris par l'éducation dans la jeunesse des Français.

---

4. Mot allemand qui signifie «voie particulière» quand il s'agit de désigner la particularité d'un peuple.

### *8. La jeunesse, ressource rare du futur?*

Cette énorme progression de l'éducation n'a en fait pas trouvé d'emplois correspondants ce qui a entraîné une dévalorisation de l'éducation et des diplômes. Elle se mesure au salaire au premier emploi stable. Alors que le salaire au premier emploi stable des sans diplôme progresse légèrement en euro constant depuis une trentaine d'années, le salaire au premier emploi stable des bac+5 diminue nettement. L'écart entre les deux s'est fortement resserré. En outre, le chômage des jeunes diplômés a augmenté avec, pour conséquence, un délai encore plus long avant de fonder une famille: l'âge moyen du premier enfant, qui était de 24,5 ans pour les femmes en 1974, s'élève maintenant, comme on l'a vu, à 29 ans.

Il y a plus grave, à savoir que la multiplication des candidats diplômés pour un emploi fait qu'on choisit la personne qu'on va retenir sur des critères annexes. Beaucoup se présentent en effet avec le même diplôme et ces critères annexes peuvent être les liens familiaux mais aussi le piston. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'ascenseur social se bloque. Ce n'est pas la discrimination qui est le principal facteur comme on l'en accuse souvent, mais une sélection sociale par le haut de ceux qui ont le plus de ressources relationnelles.

Pour terminer, je dirais que l'ensemble de ce tableau –qui aurait pu être évité, qui peut être évité–, explique à mon avis dans une large mesure le pessimisme des Français. Autrement dit, c'est parce la situation est telle que je l'ai décrite qu'il y a un pessimisme des Français, et non l'inverse. Ce pessimisme devrait être uniquement celui des jeunes, pourrait-on penser. Mais c'est oublier que les jeunes ont une famille, et que leurs parents sont inquiets pour eux.

## Échanges

**Jonathan Van Der Wort**, *lauréat du concours «La Parole aux étudiants»*

Je pense qu'on ne voit pas assez la jeunesse comme un acteur capable de créer sa propre voie, d'où ma question : comment obtenir non pas une jeunesse qu'il faut intégrer, mais une jeunesse capable d'innover elle-même pour faire en sorte qu'elle puisse d'abord recueillir l'héritage de ses prédécesseurs, mais aussi se différencier des normes sociales d'une manière générale?

**André Masson**

L'idée est pour les aînés de transmettre en mieux ce qu'ils ont reçu en faisant l'inventaire de ce qu'il y a de bien et de ce qu'il y a de moins bien. Je pense qu'en éducation et en santé, il y a des choses à maintenir. Dans d'autres domaines, la France est bloquée. Il faut la bousculer. Les jeunes doivent s'imposer. Mais il n'y a pas d'élan sans appui. Il faut intégrer l'héritage, le faire sien, et le dépasser.

Pour que les jeunes puissent s'émanciper et créer leur propre avenir, il faut en outre faciliter les possibilités de rebond ou de deuxième chance en cas d'échec ou de difficultés. Le droit à l'erreur était reconnu auparavant, il l'est beaucoup moins aujourd'hui. La formation continue devrait ici jouer un rôle essentiel.

**Steve Clemons**

*The notion that the youth are not at the table is incorrect. When you look at the innovation, the energy, and the leadership of people like you around the world, it is very impressive. The issue is not people like you but those people who have not yet had the educational opportunity and have not kept up. There is a transition going on in education today, and I agree with the last speaker that job opportunities are increasingly changing. We will not see four-year colleges provide these kinds of jobs and opportunities; we will see ongoing, continual education that is broken down into tidbits here and there, and in the next 5 10 years, technology will completely transform what education means.*

## 8. La jeunesse, ressource rare du futur?

*The youth that make themselves more nimble and can jump from job to job, who become turbo-charged opportunists in a society are those who will shape it. Those who do not prepare themselves that way will be left behind. My biggest point is that youth overall will become less relevant in societies that automate and go through robotics; you will age and inherit of all this, and it will be important, but the conversation we should begin having, particularly in developed societies, where labor overall becomes less relevant, is what a new social contract looks like, what its terms are, how people buy goods and how they live. That is the deep issue, because when you think about the revolutions coming in 10-15 years, we will not have the same social contract we had with companies or with government; it will be transformed.*

### **Lionel Zinsou**

Vous avez tout à fait raison. La jeunesse est capable, dans la mise en œuvre de nouveaux modèles économiques et de nouvelles technologies, d'être extrêmement créative quand une génération comme la mienne au fond n'y comprend rien. Vous avez donc raison. Il y a un glissement que permettent les changements technologiques, ou bien dans le cas de l'Afrique l'introduction de technologies alors qu'au fond, on était plutôt dans une situation que les historiens appellent d'arriération technologique. Le fait de sauter toutes les générations ne peut être que celui de la jeunesse. Vous avez donc raison de dire que la jeunesse est facteur de production, facteur de richesses, et pas simplement objet de transferts et de compassion. On ne le sent jamais mieux qu'en Afrique subsaharienne.

Cela étant, il y a cette particularité, lorsqu'il y a une croissance démographique très forte, qu'il naisse autant de gens qui vont être des exclus demain que de gens qui vont avoir la chance de participer à cette prise de pouvoir économique, culturelle, intellectuelle et artistique de la jeunesse. Il faut régler ce problème, et il faut le régler dans des espaces qui sont ceux de l'agriculture et du secteur informel, urbain et périurbain. C'est là qu'on réussira à tirer vraiment tout le parti des capacités créatives de la jeunesse, dans les milieux les plus traditionnels et les plus difficiles. C'est vraiment dans l'agriculture au tout premier chef qu'il va falloir libérer les forces des plus jeunes. Sinon, nous allons connaître un dualisme terrible entre une espèce d'Afrique 2.0 avec une formidable jeunesse plus enthousiaste que toutes les jeunesses du monde, et l'homme le plus pauvre du monde qui sera une jeune fille quelque part à 300 kilomètres de Nairobi. C'est ce dualisme terrible entre la jeunesse que vous décrivez, créatrice, et la jeunesse qui est l'objet des transferts et de la sollicitude... Il faut absolument casser ce dualisme. C'est un grand enjeu pour notre milliard de jeunes.



**Mercedes Erra**

Je pense juste qu'il n'y a pas de problématique de non intérêt pour l'innovation apportée par la jeunesse. Je travaille dans une agence où il n'y a que des jeunes. Le problème n'est pas là. C'est qu'il y a une partie des jeunes qui ne rentrent pas. Un grand nombre de parents qui m'appellent, ceux qui le peuvent. Il y a en effet beaucoup de parents qui ne m'appellent pas parce qu'ils ne savent même pas qu'on peut le faire. Pourquoi appellent-ils autant? C'est qu'il y a un blocage aujourd'hui, et qu'on a des jeunes différents. Pour faire simple, je dirai qu'on a trois types de jeunes. Ceux qui ont fait des études supérieures cotées qui trouvent des portes d'entrée. Ils entrent sur le marché du travail trois mois après la fin de leurs études, mais ils entrent. On a ensuite une population qui était autrefois considérée comme élevée culturellement, et qui est devenue la norme générale. Ils ont plus de mal à entrer, car leurs diplômes ne font plus la différence et c'est de plus en plus dur. Ils ne trouvent pas leur place. On ne leur ouvre pas les portes. Et puis, il y a une partie de la population qui a été évincée. Ceux-là, on ne sait même pas où ils sont.

Je pense donc que le fait de traiter la problématique par l'envie qu'on a d'avoir les jeunes, c'est juste. Il y a bien sûr un enjeu de transmission, mais aussi un enjeu d'apport des jeunes qui est évident. Nous sommes en France dans une situation difficile et paradoxale qui est que du jour au lendemain, on s'est retrouvé avec un pourcentage très élevé de jeunes qui ont fait des études. Ces études qui étaient considérées comme référentes, on ose aujourd'hui les qualifier de moyennes et elles n'ouvrent pas les portes. Je pense donc que s'il n'y a pas de politique d'intégration au meilleur sens du terme, nous allons vivre des moments très difficiles.

**Hervé Le Bras**

Je voudrais revenir sur un point que j'ai mentionné en passant, qui est la question de la formation permanente. Je crois que c'est sans doute un des points où la France est la plus en retard. S'il y avait une formation permanente sérieuse, il y aurait une mobilité professionnelle plus grande et plus efficace. Dans d'autres pays, la formation permanente est une formation à une seconde carrière. Quand vous êtes en Suède, la moitié de votre formation permanente se fait dans un autre secteur que celui où vous êtes. Quand vous êtes en Angleterre, ce sont des formations permanentes qui durent six mois, et pas des week-ends dans des châteaux pendant trois jours. C'est un problème à 30 milliards d'euros qui servent – c'est la gestion paritaire à nourrir 25 000 officines qui appartiennent plus ou moins aux syndicats.

Mon second point concerne l'éducation. Je crois que l'un de nos gros problèmes est que nous avons conçu l'éducation comme une formation professionnalisante, pour fournir tout de suite une compétence professionnelle

## 8. La jeunesse, ressource rare du futur?

précise. Il est donc normal que les jeunes qui arrivent avec leurs diplômes soient inquiets de ne pas trouver d'emploi. On n'a pas assez montré que d'abord, l'éducation est une éducation générale qui permet ensuite de choisir une filière, et éventuellement de choisir, après avoir un premier emploi, de reprendre des études. C'est par exemple le cas aux États-Unis.

Je pense enfin que face à cette montée de l'éducation dans la population, beaucoup d'entreprises et beaucoup d'entrepreneurs n'ont pas été suffisamment audacieux et non pas suffisamment adapté leurs processus à cette main-d'œuvre qui était beaucoup plus éduquée. Je suis étonné que dans cette discussion sur le pacte de responsabilité, plutôt que de mettre en avant l'embauche de jeunes, on ne mette pas justement en avant une modernisation des processus de production qui permettrait justement d'engager ses diplômés.

### Shekhar Shah

*I do not have a lot to add, but I did want to address some of the fears I heard expressed by our young friends in the audience. I would be very scared if today's youth, many of the people in this room, did not see themselves as the solution; that would be really frightening. I look at my son, who is 29 and a software engineer. He has just given up a steady job with a firm of about 1,000 people, and is now working for a small start-up company with about 80 people. He has a salary that is a bit higher, but he will have stock options, and they are creating new technology. He has just taken the plunge, saying that this is how he will remain at the cutting edge of what he does, and he has to remain at that cutting edge or it is over for him, and he is only 29.*

*You are the solution, and you have to think about the ways in which you will respond to and create a new social contract, through your ability to vote and to influence your politicians, through your problem-solving skills. If the youth of Europe today do not have those skills, think about the large parts of Africa and Asia that are still not developed, that are still grappling even with primary school outcomes and learning. To the youth of Europe I would say, you have to take advantage of what you already have, because if you do not, the youth—and we are not talking about hundreds of young but of millions of people—who will come into the global labour market from these developing countries will have skills, will be able to solve problems and innovate. But even they will need to be shown the way, and because you are still way ahead of them, you should do this for your own sake and for the sake of the wellbeing of this global community. Therefore, I think you are the solution.*

### Jean-Michel Charpin

Ce qui me frappe tout d'abord dans ce panel international qui a décrit des situations et des perspectives très variées, c'est que la réponse à la question que

les organisateurs des Rencontres avaient choisie comme titre de notre session «La jeunesse, ressource rare du futur?» est finalement assez convergente et c'est non, non la jeunesse n'est pas une ressource rare du futur. Dans nos pays d'abord, surtout si on prend une définition un peu extensive comme celle d'Hervé Le Bras, ce n'est pas une ressource rare parce qu'il y a des parties du monde –on a cité l'Afrique et l'Inde, mais il y en aurait d'autres– où il y a des réservoirs de main-d'œuvre très importants. Et puis, l'immigration peut être là pour équilibrer les pressions trop fortes ou les pressions trop faibles.

En revanche, ce qui est nécessaire, c'est d'investir dans la jeunesse, d'investir dans sa formation, d'investir dans son insertion dans l'emploi; Mercedes Erra a même dit dans son intégration, et pas seulement pour la partie immigrée de la jeunesse. Je partage assez ce point de vue qui me semble bien étayé.

Pour terminer, je pense qu'il faut se méfier parce que le thème de la jeunesse est un thème particulièrement propice à la rhétorique sympathique, voire affectueuse vis-à-vis de la jeunesse, mais qui n'est guère suivie de conséquences ou d'effets.

Pour terminer, je rappelle ce qu'André Masson a dit en introduction, qui me paraît extrêmement juste: face aux discours sympathiques vis-à-vis de la jeunesse, il faut instantanément vérifier que ceux qui les tiennent ont bien prévu de mettre en face les ressources qui permettent de financer ces programmes. En effet, sans ces ressources, tout ces discours restent de l'ordre de la rhétorique.

